

Bilan de l'année 2013 : une année encore difficile en Bourgogne

En 2013, l'emploi salarié régional diminue de 1,2 % et le nombre de demandeurs d'emploi progresse encore. Le ralentissement de l'activité affecte tous les secteurs ; seul le transport routier de marchandises se redresse.

En 2013, la croissance économique française est restée faible : comme en 2012, le produit intérieur brut n'a progressé que de 0,3 %. Un contexte peu favorable à la Bourgogne dont la situation économique se dégrade une nouvelle fois.

Nouvelle dégradation du marché de l'emploi

En 2013, l'économie bourguignonne a détruit 4 200 emplois salariés, soit une baisse de 1,2 % plus sévère qu'au plan national : - 0,2 %. Tous les secteurs réduisent leurs effectifs mais les postes de travail créés dans l'intérim peuvent être le signe d'un frémissement de l'activité

Le repli de l'emploi se reflète sur le marché du travail ; il se traduit par une augmentation du chômage de longue durée et il touche en premier lieu les seniors. Fin 2013, 52 200 deman-

deurs d'emploi sont inscrits à Pôle Emploi, soit 4 200 chômeurs supplémentaires sur un an.

Les intempéries du printemps pèsent sur l'économie régionale

Les aléas climatiques très défavorables perturbent la mise en place des cultures, ainsi que leur croissance. La vendange 2013 est à peine plus volumineuse que celle de 2012, pourtant la pire de la décennie. La fréquentation des campings souffre aussi de conditions météorologiques défavorables et l'activité dans les hôtels est en retrait de 1,1 %

Le secteur de la construction recule fortement : 5 600 permis de construire sont délivrés, soit une chute de 31 % sur un an. Mais le transport de marchandises se redresse après une mauvaise année 2012.

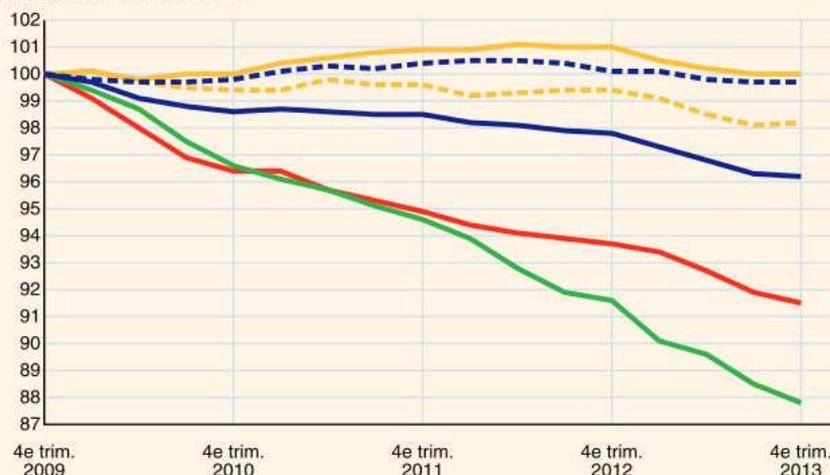


Baisse continue de l'emploi salarié

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands dans la région Bourgogne

- Industrie
- Construction
- Tertiaire principalement marchand hors intérim
- Emploi hors intérim Bourgogne
- Emploi hors intérim France métropolitaine
- ♦♦ dont Commerce

en indice base 100 au 2009 T4



Note : données CVS.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi.

En ligne sur insee.fr

Sommaire :

- La baisse de l'emploi se poursuit en Bourgogne
- Moins de jeunes demandeurs d'emploi
- Les entreprises bourguignonnes résistent en 2013
- Les cultures pâtissent d'un climat printanier désastreux
- Baisse accentuée de l'activité dans la construction
- Mauvaise année pour le tourisme bourguignon
- Reprise du transport routier de marchandises

Cadrage national : le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat se stabilise

Ralentissement de l'activité mondiale

En 2013, l'activité mondiale ralentit légèrement sous l'effet de la propagation de la crise des dettes souveraines, de l'intensification de la consolidation budgétaire, notamment aux États-Unis, et du nouveau coup de frein des économies émergentes. Dans les économies avancées, la progression de l'activité reste modeste en 2013 comme en 2012 (+ 1,3 % après + 1,4 %). Cette croissance limitée masque un profil trimestriel marqué : l'activité a stagné durant les trois derniers trimestres 2012, alors que depuis début 2013, elle progresse vigoureusement. Dans les économies émergentes, l'activité pâtit des turbulences monétaires et des forts mouvements de change qui les ont accompagnées.

Dans la zone euro, l'activité se contracte à nouveau sous l'effet de la crise des dettes souveraines et de la consolidation budgétaire mais la zone, y compris l'Europe du Sud, sort de la récession mi-2013. Au sein de la zone les hétérogénéités restent néanmoins fortes.

En France, l'économie n'accélère pas

Contrairement au reste de la zone euro, l'économie française n'accélère pas. Le PIB progresse légèrement, de + 0,3 %, comme en 2012, après une croissance de 2,1 % en 2011.

Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution

Le principal contributeur à la croissance du PIB est la demande intérieure. La consommation des ménages progresse de 0,2 % après avoir reculé de 0,5 % en 2012, aidée par la stabilisation du pouvoir d'achat du revenu des ménages qui avait reculé de 0,9 % en 2012. En effet, si le revenu des ménages accélère à peine, l'inflation baisse en revanche nettement (+ 0,6 % en moyenne annuelle en 2013 après + 1,4 % en 2012). La demande intérieure est de plus soutenue par la progression des dépenses de consommation des administrations publiques (+ 2,6 % en 2013, après + 2,8 % en 2012). L'investissement public progresse également, de 1,0 % après + 1,6 % en 2012. En revanche, l'investissement des entreprises non financières (ENF) se replie en 2013 (- 0,9 % après + 0,1 %) et l'investissement des ménages continue de baisser fortement (- 3,1 % après - 2,2 %). Au total, l'investissement baisse de 1,0 % alors qu'il avait légèrement progressé en 2012 (+ 0,3 %). Ainsi, la contribution de la demande intérieure finale hors stocks à la croissance du PIB s'élève à + 0,4 point, après + 0,3 point en 2012.

Par branche, l'activité de l'industrie manufacturière recule une nouvelle fois en 2013 (- 0,8 % après - 2,2 % en 2012). La production d'énergie-eaux-déchets progresse mais ralentit (+ 1,2 % en 2013 après + 2,1 % en 2012). La baisse de la production dans la construction se poursuit en 2013 (- 1,4 % après - 1,7 % en 2012). La production de services marchands continue de progresser mais ralentit légèrement (+ 0,7 % après + 0,9 % en 2012), de même que celle des services non marchands (+ 1,5 % après + 1,6 % en 2012).

Le pouvoir d'achat des ménages et leur consommation se stabilisent

En 2013, le pouvoir d'achat du revenu des ménages se stabilise alors qu'il reculait en 2012, principalement en raison de la moindre inflation. La consommation progresse faiblement (+ 0,2 % après avoir reculé en 2012 (- 0,5 %)). En particulier, les dépenses en biens manufacturés continuent de se replier (- 0,8 %) après la chute de 2012 (1,5 %).

De nombreuses pertes d'emplois en 2012.

L'emploi marchand recule en 2013 (- 0,7 %), en lien avec la faiblesse de l'activité. L'emploi total recule toutefois plus légèrement (- 0,3 %, alors qu'il s'était stabilisé en 2012) du fait de la progression de l'emploi non marchand (+ 0,4 %), soutenue par le dynamisme des emplois aidés. Le taux de chômage progresse en moyenne annuelle (9,9 % après 9,4 %).

POUR EN SAVOIR PLUS

- **Les comptes de la Nation en 2013 - le PIB** croît légèrement, le pouvoir d'achat se stabilise, Insee première n° 1499 - Mai 2014.

- **La conjoncture agricole** : bilan de l'année 2013, Agreste Bourgogne n°7 - octobre novembre 2013.

Insee - Bourgogne
2, rue Hoche - BP 83509
21035 Dijon Cedex
Tél : 03 80 40 67 67
Fax : 03 80 40 68 00
Service Insee Contact :
09 72 72 40 00
Appels à tarification locale

Document réalisé par :
Stéphane Vigneau

Directeur de la publication :
Moïse Mayo

Chef du Service Études et Diffusion :
Marie-Laure Monteil

Responsable des études :
Christine Charton

Rédactrice en chef :
Chantal Prenel

Maquette PAO :
Thierry Poisse

Dépôt légal :
à parution
ISSN 1246-483 X
© Insee 2014